



INDICE DE LA PERCEPTION DE LA CORRUPTION 2024

Transparency International est un mouvement mondial animé par une vision : un monde où les gouvernements, les entreprises, la société civile et la vie quotidienne des citoyens sont exempts de corruption. Avec plus de 100 sections à travers le monde et un secrétariat international basé à Berlin, nous menons le combat contre la corruption pour faire de cette vision une réalité.

www.transparency.org

Cover: Aleksandar Savić.

Tous les efforts ont été faits pour vérifier l'exactitude des informations contenues dans ce rapport. Toutes les données sont valides jusqu'en février 2025. Néanmoins, Transparency International ne peut être tenue responsable des conséquences de leur utilisation à d'autres fins ou dans d'autres contextes.

ISBN: 978-3-96076-266-9

2025 Transparency International. Except where otherwise noted, this work is licensed under CC BY-ND 4.0 DE. Quotation permitted. Please contact Transparency International –



INDICE

DE PERCEPTION

DE LA CORRUPTION

2024

CHAPITRES

4-5

Carte et résultats

6-7

Introduction

8

Recommandations

9-10

Faits marquants

11-16

Corruption et crise
climatique

1. Influence induite sur les politiques climatiques et la prise de décision
2. Détournement et mauvaise utilisation des fonds climatiques
3. Protection environnementale insuffisante
4. Menaces contre les activistes

17

Analyses par régions

18

Methodologie

19

Notes

180 PAYS 180 SCORES

COMMENT SE SITUE VOTRE PAYS ?

SCORE

Fortement corrompu

Très intègre



0-9

10-19

20-29

30-39

40-49

50-59

60-69

70-79

80-89

90-100



Pas de Data



Frontières contestées*



Ligne de Contrôle*

**Les désignations utilisées et la présentation des informations sur cette carte suivent, à notre connaissance, la pratique des Nations Unies et sont valides en janvier 2025. Elles n'impliquent aucune prise de position de la part de Transparency International quant au statut juridique d'un pays, territoire, ville ou zone, ni quant à l'autorité qui les gouverne ou à la délimitation de leurs frontières.*

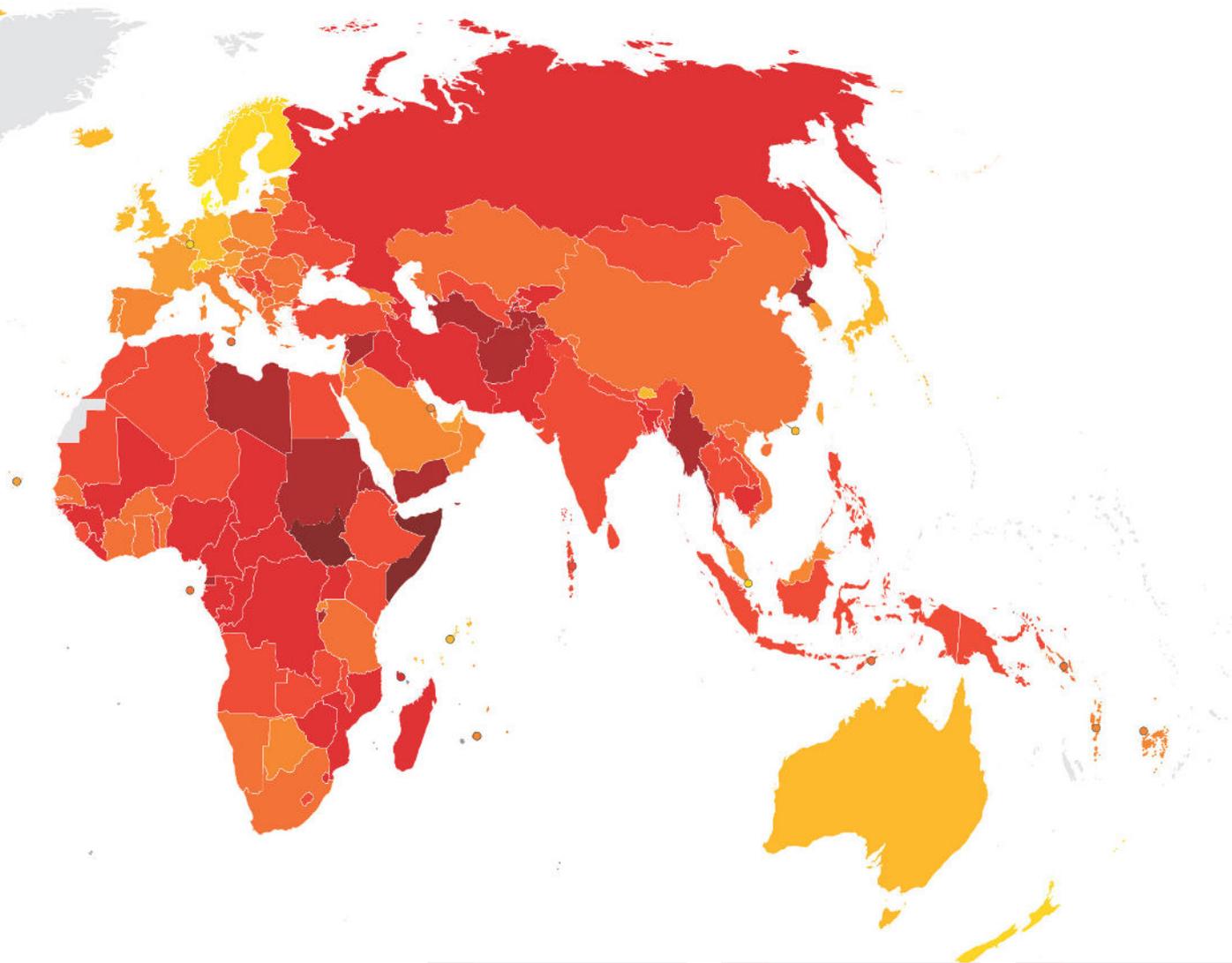
SCORE PAR PAYS/TERRITOIRE

90	Denmark
88	Finland
84	Singapore
83	New Zealand
81	Luxembourg
81	Norway
81	Switzerland
80	Sweden
78	Netherlands
77	Australia
77	Iceland
77	Ireland
76	Estonia
76	Uruguay
75	Canada
75	Germany
74	Hong Kong
72	Bhutan
72	Seychelles
71	Japan
71	United Kingdom
69	Belgium
68	Barbados

68	United Arab Emirates
67	Austria
67	France
67	Taiwan
65	Bahamas
65	United States
64	Israel
64	Korea, South
63	Chile
63	Lithuania
63	Saint Vincent and the Grenadines
62	Cabo Verde
60	Dominica
60	Slovenia
59	Latvia
59	Qatar
59	Saint Lucia
59	Saudi Arabia
58	Costa Rica
57	Botswana
57	Portugal
57	Rwanda
56	Cyprus

56	Czechia
56	Grenada
56	Spain
55	Fiji
55	Oman
54	Italy
53	Bahrain
53	Georgia
53	Poland
51	Mauritius
50	Malaysia
50	Vanuatu
49	Greece
49	Jordan
49	Namibia
49	Slovakia
47	Armenia
47	Croatia
46	Kuwait
46	Malta
46	Montenegro
46	Romania
45	Benin
45	Côte d'Ivoire

45	São Tomé and Príncipe
45	Senegal
44	Jamaica
44	Kosovo
44	Timor-Leste
43	Bulgaria
43	China
43	Moldova
43	Solomon Islands
42	Albania
42	Ghana
41	Burkina Faso
41	Cuba
41	Hungary
41	South Africa
41	Tanzania
41	Trinidad and Tobago
40	Kazakhstan
40	North Macedonia
40	Suriname
40	Vietnam
39	Colombia
39	Guyana



39	Tunisia
39	Zambia
38	Gambia
38	India
38	Maldives
37	Argentina
37	Ethiopia
37	Indonesia
37	Lesotho
37	Morocco
36	Dominican Republic
35	Serbia
35	Ukraine
34	Algeria
34	Brazil
34	Malawi
34	Nepal
34	Niger
34	Thailand
34	Turkey
33	Belarus
33	Bosnia and Herzegovina
33	Laos

33	Mongolia
33	Panama
33	Philippines
33	Sierra Leone
32	Angola
32	Ecuador
32	Kenya
32	Sri Lanka
32	Togo
32	Uzbekistan
31	Djibouti
31	Papua New Guinea
31	Peru
30	Egypt
30	El Salvador
30	Mauritania
28	Bolivia
28	Guinea
27	Eswatini
27	Gabon
27	Liberia
27	Mali
27	Pakistan
26	Cameroon

26	Iraq
26	Madagascar
26	Mexico
26	Nigeria
26	Uganda
25	Guatemala
25	Kyrgyzstan
25	Mozambique
24	Central African Republic
24	Paraguay
23	Bangladesh
23	Congo
23	Iran
22	Azerbaijan
22	Honduras
22	Lebanon
22	Russia
21	Cambodia
21	Chad
21	Comoros
21	Guinea-Bissau
21	Zimbabwe

20	Democratic Republic of the Congo
19	Tajikistan
17	Afghanistan
17	Burundi
17	Turkmenistan
16	Haiti
16	Myanmar
15	Korea, North
15	Sudan
14	Nicaragua
13	Equatorial Guinea
13	Eritrea
13	Libya
13	Yemen
12	Syria
10	Venezuela
9	Somalia
8	South Sudan

INTRODUCTION

Deux des plus grands défis auxquels l'humanité est confrontée sont étroitement liés : la corruption et la crise climatique. Alors que des milliards de personnes à travers le monde subissent quotidiennement les conséquences du changement climatique, les ressources destinées à l'adaptation et à l'atténuation restent dramatiquement insuffisantes. La corruption exacerbe ces défis, représentant une menace supplémentaire pour les communautés les plus vulnérables.

Un manque de transparence et de mécanismes de responsabilité adéquats accroît le risque de détournement ou de mauvaise utilisation des fonds climatiques. De plus, la corruption climatique peut également prendre la forme d'influences indues, de passerelles entre les secteurs public et privé, ainsi que de la capture réglementaire par des acteurs privés. Ces facteurs ont entravé l'adoption des politiques et mesures ambitieuses nécessaires pour lutter contre le changement climatique, privilégiant les intérêts de groupes restreints au détriment du bien commun. La corruption constitue un obstacle majeur à la résolution de la crise climatique.

À mesure que la corruption s'étend en ampleur et en complexité - plus des deux tiers des pays obtiennent désormais un score inférieur à la moyenne sur l'Indice de Perception de la Corruption (CPI) de Transparency International - plus les conséquences sont potentiellement dévastatrices pour l'action climatique mondiale. La corruption affaiblit les structures de gouvernance, sape l'application des lois et détourne des financements climatiques cruciaux destinés à réduire les émissions et à renforcer la résilience. Dans les pays où la corruption est répandue, la transparence dans la prise de décision environnementale est souvent compromise, entraînant la destruction des ressources naturelles.

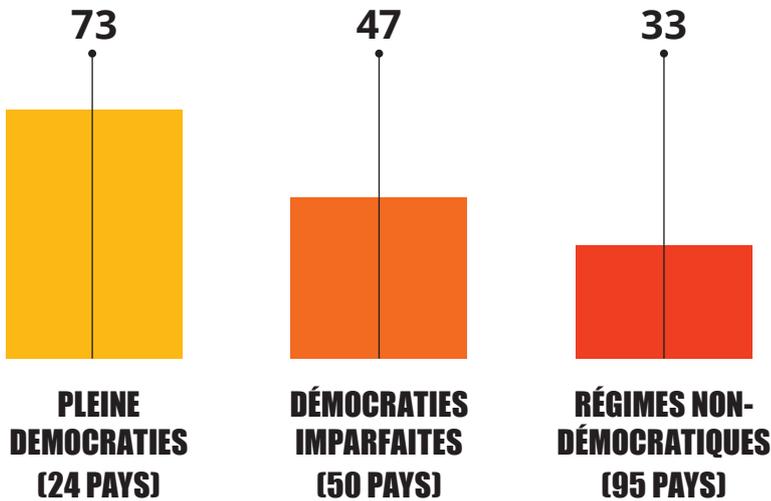
Même dans les pays où la corruption perçue est relativement faible, l'influence du lobbying pose des défis supplémentaires. Les intérêts des grandes entreprises façonnent ou bloquent de plus en plus régulièrement les politiques climatiques

**2/3 DES PAYS
OBTIENNENT UN
SCORE INFÉRIEUR
À** **50/100**

afin de privilégier des profits à court terme au détriment de la durabilité environnementale à long terme. Cela entraîne un affaiblissement des réglementations, des retards dans la transition vers les énergies renouvelables et une action insuffisante pour respecter les engagements climatiques internationaux.

SCORE MOYEN DU CPI 2024 POUR DIFFÉRENTS TYPES DE GOUVERNEMENT*

Les démocraties solides surpassent largement les démocraties imparfaites et les régimes autoritaires en matière de contrôle de la corruption.



* Basé sur la classification de la démocratie de l'Economist Intelligence Unit (EIU) pour l'année 2023. Le nombre total de pays couverts ici est inférieur à celui couvert par l'IPC, car l'EIU ne fournit pas de données pour 13 des pays de notre échantillon. Données disponibles sur : <https://ourworldindata.org/grapher/political-regime-eiu>.



La corruption est une menace mondiale en constante évolution qui ne se limite pas à saper le développement – elle est une cause majeure du déclin de la démocratie, de l'instabilité et des violations des droits humains.

François Valérian
Président de Transparency International



Photo: Denník N – Tomáš Benedikovič

RECOMMANDATIONS

Pour lutter efficacement contre la crise climatique, nous devons placer la corruption au cœur du débat mondial. Les gouvernements, les organisations internationales et les entreprises doivent accorder la priorité à l'intégration de mesures rigoureuses de lutte contre la corruption dans le financement, les politiques et les projets climatiques. La transparence et la responsabilité sont essentielles pour garantir que les ressources sont protégées, que les politiques atteignent leurs objectifs et que les projets bénéficient aux communautés qui en ont le plus besoin.



PLACEZ L'INTÉGRITÉ AU CŒUR DES ACTIONS CLIMATIQUES. C'EST LA CLÉ POUR OBTENIR UN IMPACT RÉEL

Les mesures de lutte contre la corruption peuvent renforcer la capacité des pays à atténuer et à s'adapter à la crise climatique. Alors que le domaine climatique est encore en développement, une opportunité unique se présente pour mettre en place des garde-fous contre le détournement de fonds, la capture des politiques publiques et les autres formes d'abus. Une collaboration étroite entre les acteurs du climat et de la lutte contre la corruption est essentielle, la Convention des Nations Unies (ONU) contre la corruption constituant un cadre naturel pour soutenir ces efforts.



PROTÉGEZ LES PROCESSUS D'ÉLABORATION DES POLITIQUES CLIMATIQUES DE TOUTE INFLUENCE INDUE AUX NIVEAUX NATIONAL, RÉGIONAL ET INTERNATIONAL.

Atteindre les plus hauts niveaux de transparence et d'inclusivité dans les politiques climatiques et l'allocation des financements permettrait de libérer tout leur potentiel, tout en rétablissant la confiance dans les initiatives climatiques. La mise en place de mécanismes pour détecter et gérer les conflits d'intérêts – notamment via des registres de lobbying et des déclarations d'intérêts – est essentielle pour renforcer l'ambition dans les principaux forums climatiques, tels que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.



RENFORCEZ LES ENQUÊTES, LES SANCTIONS ET LES PROTECTIONS POUR LUTTER CONTRE LA CORRUPTION.

L'accès à la justice peut être amélioré en renforçant les organes de contrôle et d'application des lois, y compris les instances de lutte contre la corruption. Les communautés locales doivent disposer de mécanismes de recours, tandis que celles et ceux qui prennent la parole – défenseurs du climat, des terres et de l'environnement, ainsi que les lanceurs d'alerte – doivent être protégés contre toute forme de représailles.



RENFORCEZ L'ENGAGEMENT CITOYEN DANS LES INVESTISSEMENTS CLIMATIQUES. CELA PERMETTRA AUX POPULATIONS AFFECTÉES PAR LA CRISE CLIMATIQUE DE CONTRIBUER À L'ÉLABORATION DES SOLUTIONS

Les informations sur le financement climatique, les projets et les contrats doivent être ouvertes, accessibles et diffusées en temps voulu, conformément aux principes du consentement libre, préalable et éclairé des populations concernées par ces initiatives. Des cadres de responsabilité inclusifs garantissent l'implication des communautés tout au long des initiatives, comme les Partenariats pour une Transition Énergétique Juste entre pays, notamment via des mécanismes de surveillance.

FAITS MARQUANTS

La corruption affecte des milliards de personnes à travers le monde, détruit des vies, sape les droits humains et aggravant les crises mondiales. Elle entrave les actions là où elles sont le plus nécessaires, bloque des politiques cruciales et favorise l'impunité et alimentant les inégalités

Soutenue par des réseaux internationaux complexes de blanchiment d'argent, la corruption à grande échelle renforce les autocrates, enrichit illégalement des acteurs privés et affaiblit la démocratie partout dans le monde. Aucun pays n'est à l'abri, et ignorer la corruption a un coût que nous ne pouvons plus nous permettre. Chaque pays a un rôle à jouer pour l'éradiquer.

L'Indice de Perception de la Corruption (IPC) classe 180 pays et territoires en fonction des niveaux de corruption dans le secteur public perçus par des experts et des acteurs économiques. Il repose sur 13 sources de données indépendantes et utilise une échelle de 0 à 100, où 0 représente un niveau de corruption très élevé et 100 une intégrité exemplaire.

L'IPC met en évidence le contraste frappant entre les pays dotés d'institutions solides, indépendantes

et d'élections libres et équitables, et ceux régis par des régimes autoritaires répressifs. Les démocraties pleines affichent un score moyen de 73, contre 47 pour les démocraties imparfaites et seulement 33 pour les régimes non démocratiques.

Les pays où l'espace civique est garanti et protégé ont tendance à mieux contrôler la corruption. Là où les libertés d'expression, de réunion et d'association sont pleinement respectées, les scores du CPI sont généralement plus élevés. À l'inverse, les pays qui répriment ces libertés obtiennent des scores très bas.

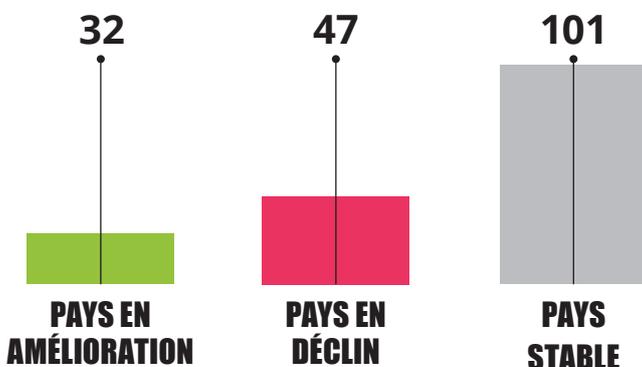
Pour la septième année consécutive, le Danemark occupe la première place du classement avec un score de 90. La Finlande et Singapour suivent avec des scores respectifs de 88 et 84.

Avec un score de 83, la Nouvelle-Zélande quitte le top 3 pour la première fois depuis 2012, mais reste parmi les 10 pays les mieux classés, aux côtés du Luxembourg (81), de la Norvège (81), de la Suisse (81), de la Suède (80), des Pays-Bas (78), de l'Australie (77), de l'Islande (77) et de l'Irlande (77). À l'opposé, les pays en proie aux conflits, à des restrictions sévères des libertés et à des institutions démocratiques fragiles occupent les dernières places de l'indice. Le Soudan du Sud (8), la Somalie (9) et le Venezuela (10) ferment le classement.

Les autres pays aux scores les plus bas sont la Syrie (12), la Guinée équatoriale (13), l'Érythrée (13), la Libye (13), le Yémen (13), le Nicaragua (14), le Soudan (15) et la Corée du Nord (15).

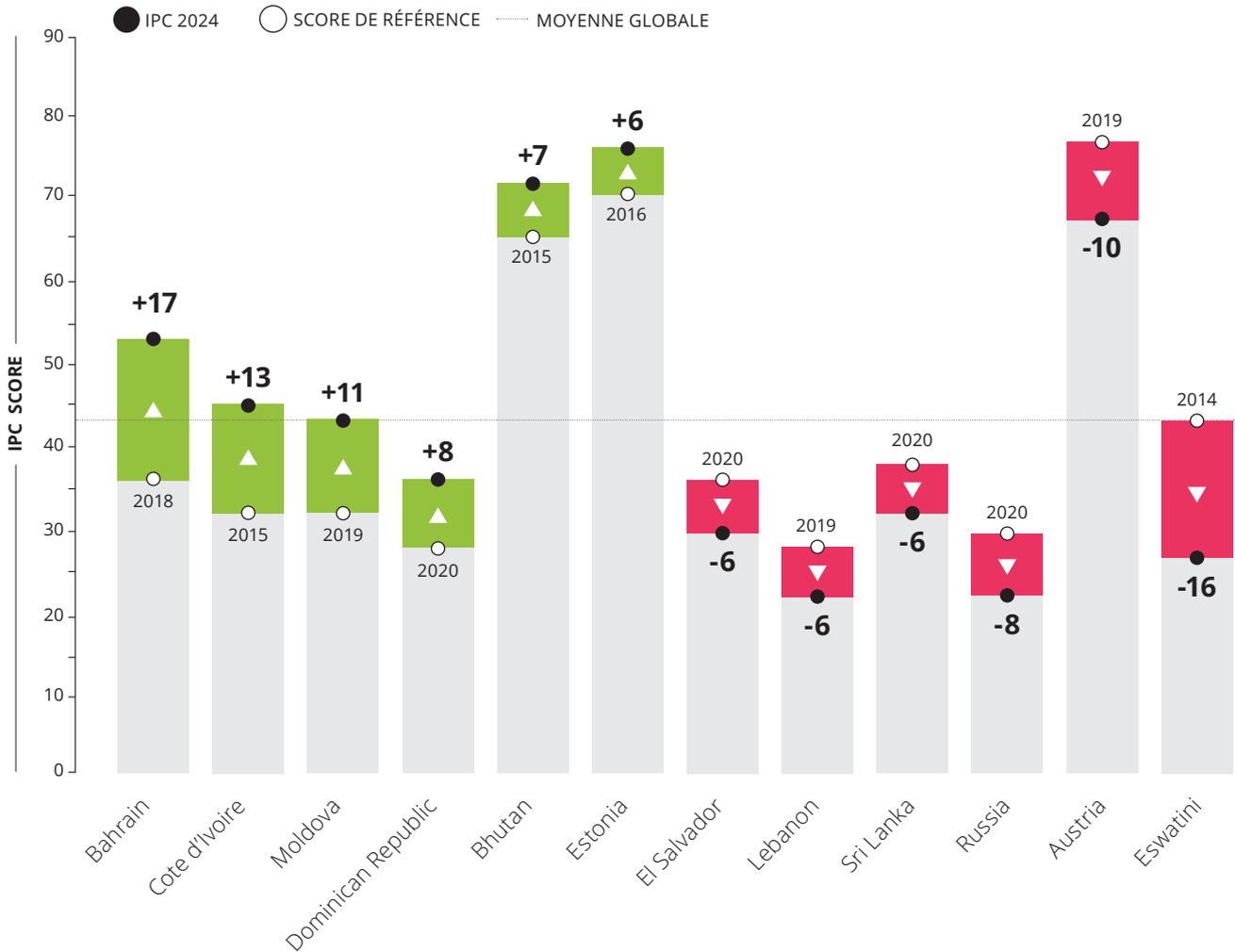
ÉVOLUTION DES SCORES IPC, 2012-2024

Nombre de pays pour lesquels les sources de données sous-jacentes s'accordent largement sur une amélioration ou une détérioration entre 2012 et 2024, parmi les 180 pays disposant de données.



ÉVOLUTIONS LES PLUS MARQUANTES

Il s'agit des pays pour lesquels les sources de données sous-jacentes s'accordent largement sur une amélioration ou une détérioration entre 2015 et 2024. La liste complète des changements statistiquement significatifs est disponible dans le jeu de données de l'IPC 2024.²



CORRUPTION ET CRISE CLIMATIQUE

La crise climatique est l'un des défis les plus urgents de notre époque, alimentée par un ensemble de facteurs interconnectés. Parmi eux se trouve un enjeu crucial mais souvent négligé : la corruption, qui compromet l'action climatique en détournant les ressources, en facilitant des pratiques nuisibles et en freinant les avancées.

1. INFLUENCE INDUE SUR LES POLITIQUES CLIMATIQUES ET LES DÉCIDEURS

En sapant l'élaboration et l'application des politiques climatiques et environnementales essentielles, la corruption entrave les efforts visant à mettre en place des réglementations strictes, à réduire les émissions et à promouvoir les initiatives en faveur des énergies propres.

Depuis des décennies, les lobbyistes de puissantes industries – en particulier les entreprises des énergies fossiles et les constructeurs automobiles – ont exercé une influence indue sur les responsables politiques pour faire dérailler les efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cette capture des politiques, combinée aux conflits d'intérêts des décideurs et à la circulation entre postes publics et

privés (phénomène des portes tournantes), crée des obstacles majeurs à une gouvernance climatique efficace à l'échelle mondiale.

L'influence indue sur les politiques climatiques se manifeste aussi bien dans les pays où la corruption est élevée que dans ceux où elle est perçue comme faible. Cependant, c'est dans les pays riches et développés que cette interférence nuit le plus aux progrès.

Ces pays ont une plus grande responsabilité en matière d'objectifs climatiques ambitieux, de réduction massive des émissions et de renforcement de la résilience mondiale. Lorsque leurs politiques sont faussées par des influences indues, cela retarde les actions cruciales, affaiblit la coopération internationale et freine la lutte mondiale contre la crise climatique.

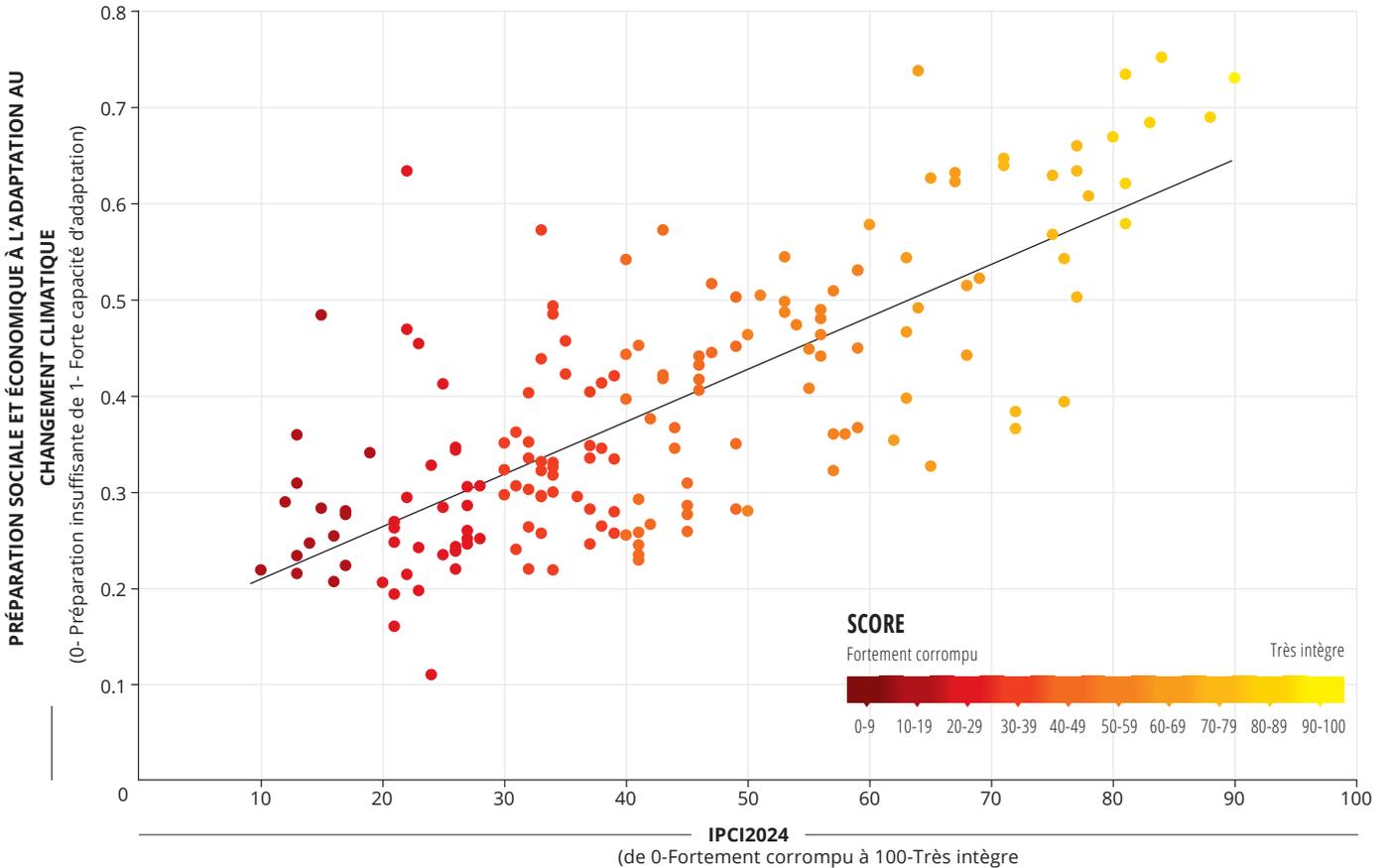
« Nous devons d'urgence éradiquer la corruption avant qu'elle ne compromette définitivement toute action climatique. Les gouvernements et les organisations multilatérales doivent intégrer des mesures anti-corruption dans les efforts climatiques afin de protéger les financements, restaurer la confiance et maximiser l'impact. Aujourd'hui, la corruption ne se contente pas d'impacter les politiques : elles les dictent souvent, démantelant les mécanismes de contrôle et d'équilibre, réduisant au silence les journalistes, les militants et tous ceux qui luttent pour l'égalité et la durabilité. »

Maíra Martini
CEO, Transparency International



FIGURE 1 : CORRUPTION ET CAPACITÉ D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les pays avec des niveaux de corruption plus faibles affichent généralement une meilleure capacité à faire face aux défis posés par le changement climatique. Cependant, cela ne suffit pas – beaucoup d'entre eux n'adoptent toujours pas les mesures ambitieuses nécessaires pour lutter contre la crise climatique, en partie à cause de l'influence induite des entreprises.



Source: Notre Dame Global Adaptation Initiative Country Index (ND-GAIN, 2024) and Transparency International Corruption Perceptions Index 2024 (2025)

L'AFRIQUE DU SUD (41) montre une tendance inquiétante, avec une baisse de trois points depuis 2019. En 2025, le pays accueillera le Sommet des dirigeants du G20, une opportunité essentielle pour plaider en faveur d'un engagement accru en matière de financement climatique de la part des pays du G20. Il sera crucial de s'assurer que ces engagements ne remplacent pas les mécanismes directs de lutte contre la crise climatique par des remboursements de dette, du financement privé ou des prêts. L'Afrique du Sud doit renforcer ses mécanismes de surveillance afin que la corruption interne ne vienne pas interférer avec ces processus internationaux essentiels, comme cela a pu être le cas lors de précédents sommets.

AUX ÉTATS-UNIS (65), une grande entreprise des énergies a orchestré un système de corruption de 60 millions de dollars pour influencer indûment les politiques publiques en sa faveur et ralentir la transition vers les énergies renouvelables. Selon les procureurs, l'entreprise aurait acheminé des fonds vers un responsable politique – qui clame son innocence – et ses associés afin qu'ils fassent adopter un plan de sauvetage d'un milliard de dollars pour deux centrales nucléaires. Ce stratagème aurait permis à l'entreprise de rester compétitive face à des formes d'énergie plus récentes et moins coûteuses, lui procurant ainsi un avantage concurrentiel.

2. DÉTOURNEMENT ET MAUVAISE UTILISATION DES FONDS CLIMATIQUES

La corruption menace les financements alloués à l'atténuation et à l'adaptation aux effets du réchauffement climatique. Alors que les investissements actuels dans ces mesures ne représentent qu'une fraction de ce que les Nations Unies estiment nécessaire pour relever ce défi, la corruption – facilitée par un manque de transparence – peut compromettre l'efficacité de ces fonds en les détournant de leur objectif initial.

Il existe également un inquiétant manque d'indicateurs et de cadres pour assurer la transparence et la responsabilité des financements climatiques. Cela permet à certains pays de rester vagues sur leurs engagements, créant ainsi des opportunités de corruption, car très peu d'informations sont disponibles sur les fonds réellement déboursés et les projets mis en œuvre.

Très souvent, les pays qui ont le plus besoin de ces financements sont aussi ceux qui peinent le plus à lutter contre la corruption. En intégrant des dispositions de transparence et de lutte contre la corruption dans les cadres de gestion de ces fonds, les parties prenantes peuvent en maximiser l'impact. Les populations marginalisées disposent généralement

de moins de moyens pour s'adapter aux conditions météorologiques extrêmes et à la pollution, ce qui les rend particulièrement dépendantes du soutien gouvernemental. Cependant, lorsque la corruption détourne des fonds vers des intérêts privés, ces groupes restent parmi les plus exposés aux effets du changement climatique, notamment en raison d'infrastructures inadéquates, d'une mauvaise préparation aux catastrophes et d'autres formes de négligence

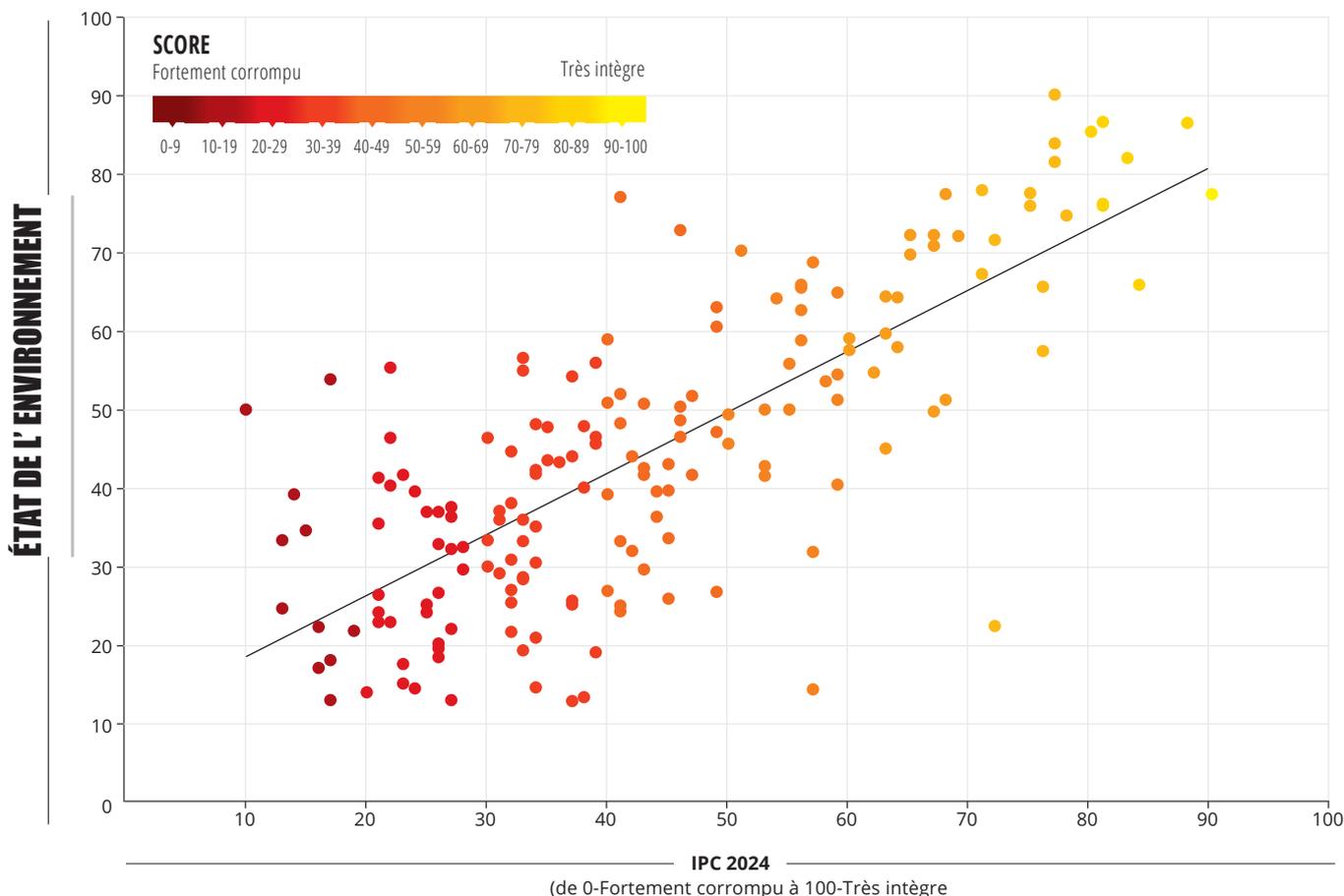
3. PROTECTIONS ENVIRONNEMENTALES INSUFFISANTES

La corruption compromet gravement l'application des lois et des politiques environnementales en affaiblissant le contrôle réglementaire. Les pots-de-vin et les commissions occultes peuvent inciter des agents publics, des forces de l'ordre, des douaniers, des autorités portuaires, des organismes de délivrance de licences et des régulateurs à ignorer les violations environnementales

Lutter contre la corruption est donc essentiel pour garantir l'application des réglementations environnementales existantes, prévenir les pratiques nuisibles et l'exploitation non durable des ressources. C'est également un enjeu clé dans la lutte contre la criminalité

FIGURE 2: CORRUPTION ET ÉTAT DE L' ENVIRONNEMENT

Bien que la protection de l'environnement dépende de nombreux facteurs, les pays qui maîtrisent mieux la corruption ont généralement de meilleurs résultats en matière de préservation environnementale..



Source: Environmental Performance Index (2024) and Transparency International Corruption Perceptions Index 2024 (2025)

EN RUSSIE (22), un audit a révélé de forts soupçons de détournement de plusieurs millions de dollars d'un projet financé par le Fonds pour l'environnement mondial et géré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Ce projet, qui visait à réduire les émissions en renforçant les normes d'efficacité énergétique, s'est déroulé de 2010 à 2017, mais n'aurait atteint aucun de ses objectifs de réduction des émissions.

LE DANEMARK (90), pays le mieux classé dans l'Indice de Perception de la Corruption (CPI), est également considéré comme l'un des plus préparés pour faire face aux effets du changement climatique. Conscient de l'importance de gérer les risques climatiques, le pays a adopté sa première stratégie nationale d'adaptation en 2008, suivie d'un plan d'action national en 2012, qui souligne le rôle clé des acteurs locaux – y compris les municipalités, les entreprises et les citoyens – dans les efforts d'adaptation. Aujourd'hui, 95 des 98 municipalités danoises disposent de plans d'action climatique alignés sur l'Accord de Paris. Cependant, l'élaboration des politiques climatiques au Danemark est confrontée aux mêmes défis structurels que d'autres domaines politiques sensibles, notamment les risques d'influence du lobbying et un manque de transparence dans le processus décisionnel.

environnementale – désormais la quatrième plus grande forme de criminalité organisée, générant des profits annuels estimés entre 82 milliards et 238 milliards de dollars américains pour les réseaux criminels

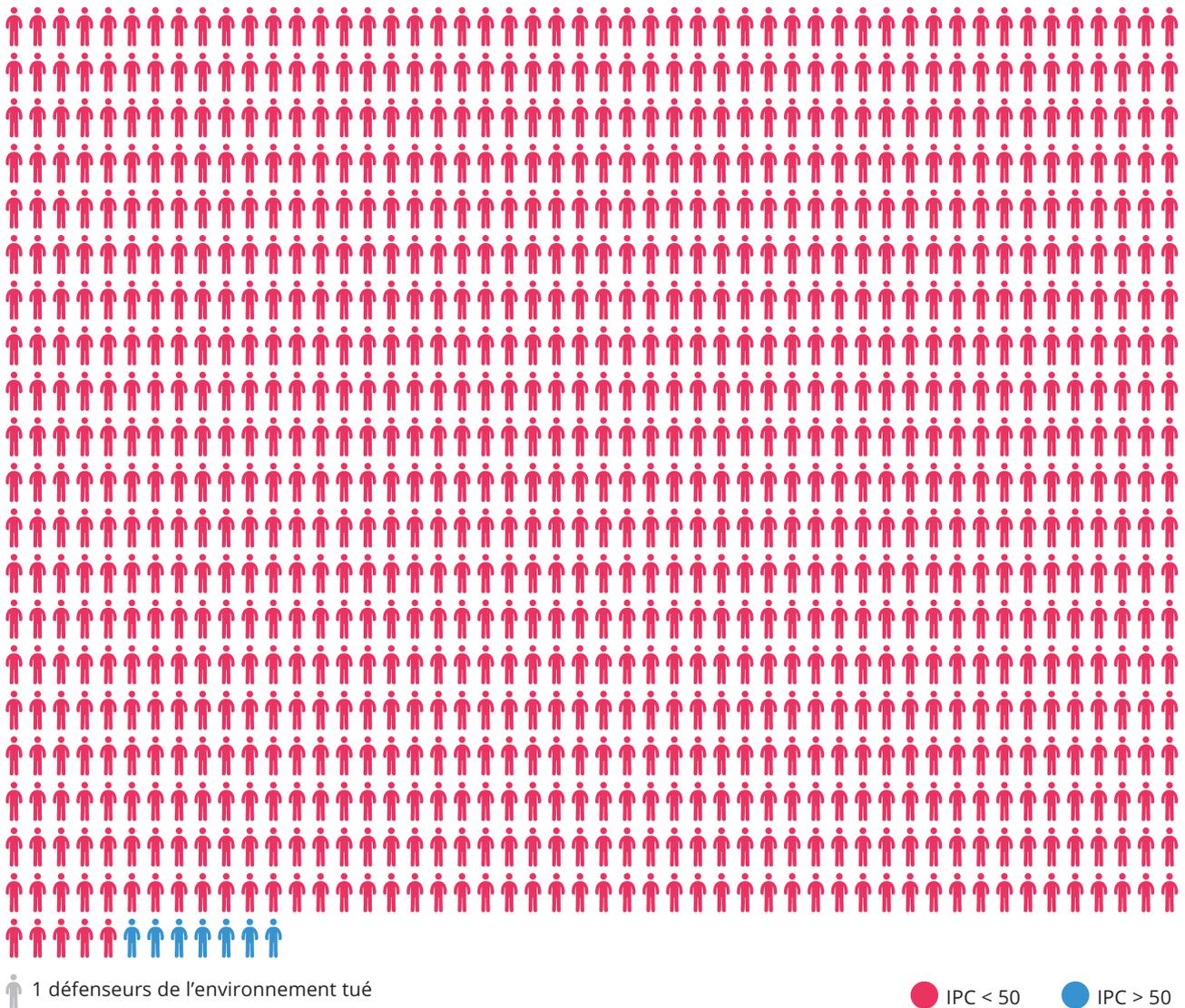
4. MENACES CONTRE LES ACTIVITISTES

La corruption rend plus difficile l'expression des voix s'élevant contre le changement climatique. Les défenseurs de l'environnement et des terres –

souvent en première ligne de la lutte contre la crise climatique – sont particulièrement exposés à la violence, à l'intimidation et même aux assassinats dans les pays où la corruption est élevée. Au cours des cinq dernières années, plus de 1 000 défenseurs de l'environnement ont été tués, presque tous dans des pays ayant un score CPI inférieur à 50.

FIGURE 3: CORRUPTION ET ASSASSINAT DE DÉFENSEURS DE L'ENVIRONNEMENT

Les défenseurs de l'environnement sont exposés à un risque bien plus élevé de violence, d'intimidation et d'assassinat dans les pays où la corruption est forte. Presque tous des 1 013 meurtres de défenseurs de l'environnement depuis 2019 ont eu lieu dans des pays affichant un score CPI inférieur à 50.



Source: Transparency International Corruption Perceptions Index 2024 (2025) and Global Witness Annual Defenders Report 2023/2024 (2024).

Ce graphique prend en compte uniquement les 180 pays et territoires inclus dans l'échantillon de l'Indice de Perception de la Corruption

“ L’analyse de cette année a une fois de plus mis en évidence comment la corruption dans le secteur des énergies fossiles compromet les efforts climatique. Partout dans le monde, les communautés exigent des actions climatiques de la part de leurs gouvernements. Mais, encore et encore, la voix des citoyens est étouffée par le pouvoir corrupteur des entreprises pétrolières et gazières qui tirent profit de la destruction de l’environnement. Ces entreprises utilisent leurs milliards pour réduire au silence les critiques et les activistes, acheter du pouvoir et démanteler les protections qui préservent nos familles et notre planète. Les organisations Greenpeace et leurs alliés font face à une telle menace de la part du géant des pipelines Energy Transfer, qui tente de les faire disparaître aux États-Unis à travers une poursuite judiciaire massive et infondée. Il appartient à chacun d’entre nous, soucieux de l’avenir, de tenir tête à ces multinationales prédatrices, quel qu’en soit le prix.

Mads Christensen

Directeur de Greenpeace International



Photo: Tim Aubry / Greenpeace

LA LIBYE (13) est confronté à des vulnérabilités aiguës face au changement climatique, notamment des vagues de chaleur extrême, une diminution des précipitations, la montée du niveau de la mer et des sécheresses prolongées. Ces défis sont aggravés par une corruption généralisée et l’absence d’une stratégie d’adaptation cohérente, ce qui accentue l’instabilité du pays. En 2023, la tempête Daniel a provoqué des inondations catastrophiques, faisant plus de 11 000 morts, selon les autorités libyennes. Cette catastrophe, qui a balayé des quartiers entiers, a été en partie attribuée à un manque d’entretien des infrastructures, notamment l’effondrement de deux barrages, causé par la corruption et la négligence

LE VIETNAM (40) illustre comment une corruption systémique, touchant aussi bien les fonctionnaires de bas niveau que les hauts responsables publics, alimente la destruction de l’environnement et la dégradation des forêts. Des pots-de-vin et des commissions occultes versés à de hauts responsables vietnamiens, ainsi qu’à des agents des douanes et des frontières, ont facilité la contrebande de bois cambodgien illégalement exploité vers le Vietnam, où il est blanchi et intégré au marché légal.

ANALYSES REGIONALES

La corruption et les efforts pour la combattre prennent des formes variées et suivent des tendances différentes à travers le monde. Des Amériques au Moyen-Orient en passant par la région Pacifique, chaque zone a ses propres motifs d'inquiétude – mais aussi d'espoir, avec des pays empruntant différentes trajectoires dans la lutte pour l'intégrité. Nos analyses régionales offrent un aperçu des principaux enjeux et foyers de corruption dans chaque région, mettant en lumière les éléments essentiels à connaître pour lutter efficacement contre la corruption sur ces territoires.



AMÉRIQUES DU NORD ET SUD

La corruption alimente la criminalité environnementale et l'impunité dans toute la région.

L'absence de mesures efficaces de lutte contre la corruption favorise les violations des droits humains et renforce l'influence des élites et du crime organisé sur l'élaboration des politiques.



ASIE PACIFIQUE

Des dirigeants incapables d'enrayer la corruption face à une crise climatique grandissante

Dans la région la plus exposée aux catastrophes naturelles, les gouvernements d'Asie-Pacifique ne tiennent toujours pas leurs engagements en matière de lutte contre la corruption.



EUROPE DE L'EST & ASIE CENTRALE

Cercle vicieux entre démocratie fragile et corruption florissante

Des institutions démocratiques faibles et un État de droit fragilisé sont aggravés par une instabilité persistante et des pressions extérieures.



MOYEN-ORIENT & AFRIQUE DU NORD

La corruption liée à l'autoritarisme, mais des appels à la réforme émergent

La stagnation découle principalement du contrôle quasi absolu exercé par les dirigeants politiques, qui détournent les richesses à leur profit tout en réprimant toute dissidence pour préserver leur pouvoir..



AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

Des mesures anti-corruption insuffisantes compromettent l'action climatique

Malgré une performance régionale très faible en 2024, certains pays africains ont investi dans la lutte contre la corruption et réalisé des progrès remarquables.



EUROPE DE L'EST & UNION EUROPÉENNE

Les efforts vains des dirigeants aggravent la corruption

En période d'instabilité, les initiatives de lutte contre la corruption sont insuffisantes. Cela entrave la réponse de la région face à la crise climatique et à d'autres défis, tels que l'affaiblissement de l'État de droit et la surcharge des services publics."

METHODOLOGIE

L'Indice de Perception de la Corruption (IPC) agrège des données provenant de plusieurs sources qui reflètent la perception des acteurs économiques et des experts nationaux sur le niveau de corruption dans le secteur public.

Transparency International suit les étapes suivantes pour calculer l'IPC :

1. SOURCES DES DATA

Chaque source de données utilisée pour construire le CPI doit répondre aux critères suivants pour être considérée comme valide :

- Quantifier les risques ou les perceptions de la corruption dans le secteur public.
- Reposer sur une méthodologie fiable et rigoureuse.
- Provenir d'une organisation reconnue et crédible.
- Permettre une variation suffisante des scores afin de différencier les pays.
- Classer un nombre significatif de pays.
- Se baser uniquement sur les évaluations d'experts nationaux ou d'acteurs économiques.
- Être mise à jour régulièrement.

L'édition 2024 du CPI est calculée à partir de 13 sources de données distinctes issues de 12 institutions différentes, qui reflètent les perceptions de la corruption au cours des deux dernières années."

2. STANDARDISER LES SOURCES DE DONNÉES SUR UNE ÉCHELLE DE 0 À 100

Cette standardisation est effectuée en soustrayant la moyenne de chaque source lors de l'année de référence à chaque score national, puis en divisant par l'écart type de cette source pour la même année. Cette méthode permet d'assurer que les scores du CPI restent comparables d'une année à l'autre depuis 2012. Après cette standardisation, les scores sont ajustés à l'échelle du CPI (0-100) en les multipliant par l'écart type du CPI en 2012 (20) et en ajoutant la moyenne du CPI en 2012 (45), garantissant ainsi la cohérence du jeu de données avec l'échelle du CPI.

3. CALCUL DE LA MOYENNE

Pour qu'un pays ou territoire soit inclus dans le IPC, il doit être évalué par au moins trois sources. Le score IPC d'un pays est calculé comme la moyenne de tous les scores standardisés disponibles pour ce pays. Les scores sont ensuite arrondis à l'entier le plus proche.

4. INDIQUER LA MESURE D'INCERTITUDE

Le score CPI est accompagné d'une erreur standard et d'un intervalle de confiance. Cela permet de refléter la variabilité des données issues des différentes sources disponibles pour un pays ou un territoire

NOTES

1. Pring, C. J. Vrushni and R. Martinez Barranco Kukutschka (2018). "Digging Deeper into Corruption, Violence against Journalists and Active Civil Society" <https://www.transparency.org/en/news/digging-deeper-into-corruption-violence-against-journalists>
2. The IPC 2024 dataset: <https://www.transparency.org/en/cpi/2024>
3. Ilaria Schmoland et al., "Pipelines of Power. Big Oil's Lobbying Footprint on EU Climate Policy" (Transparency International EU, 2024).
4. Barbara Buchner et al., "Global Landscape of Climate Finance 2023", Climate Policy Initiative, November 2023.
5. UNCTAD, "The Costs of Achieving the SDGs: Climate Change", accessed 28 June 2024, <https://unctad.org/sdg-costing/climate-change>.
6. Tanya Wyatt, Daan Van Uhm and Angus Nurse, "Differentiating Criminal Networks in the Illegal Wildlife Trade: Organized, Corporate and Disorganized Crime", *Trends in Organized Crime* 23, no. 4 (December 2020): 350–66, <https://doi.org/10.1007/s12117-020-09385-9>.
7. European Commission, "Environmental Crime Directive", accessed 28 June 2024, https://environment.ec.europa.eu/law-and-governance/environmental-compliance-assurance/environmental-crime-directive_en.

EN SAVOIR PLUS

Visitez notre site web pour en savoir plus sur notre travail en France et dans plus de 100 pays et inscrivez-vous pour recevoir les dernières actualités sur la lutte contre la corruption.

transparency-france.org

SOUTENIR

Votre don nous aidera à soutenir des milliers de victimes de la corruption, à développer de nouveaux outils et recherches, et à tenir les gouvernements et les entreprises responsables de leurs engagements.

<https://soutenir.transparency-france.org/>

